

CURRICULUM VITAE

Bertand-Léo COMBRADE

Professeur des universités en droit public
Université de Poitiers

Membre de l'Institut de Droit Public (IDP)
Université de Poitiers

Membre associé du Centre universitaire de recherches sur l'action
publique et le politique, épistémologie et sciences sociales
(CURAPP-ESS - UMR 7319)
Université de Picardie Jules Verne

Membre associé de l'Institut des sciences juridique et philosophique
de la Sorbonne (ISJPS - UMR 8103)
Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)

Né le 17 juillet 1984 à Pessac (Gironde)
+33 (0)6 68 93 63 43
bertrand.leo.combrade@univ-poitiers.fr



I. PARCOURS.....	5
A. Formation.....	5
B. Distinctions.....	5
C. Expérience professionnelle universitaire.....	5
D. Expérience professionnelle extra-universitaire.....	6
E. Compétences linguistiques.....	6
F. Vie associative.....	6
II. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES.....	6
A. Enseignements.....	6
1. Cours magistraux.....	7
2. Séminaires.....	7
3. Travaux dirigés.....	7
4. Tutorat.....	7
B. Encadrement doctoral.....	8
1. Direction de thèse.....	8
2. Participation à des jurys de soutenance de thèse.....	8
C. Direction de mémoires.....	8
1. En Master 1.....	8
2. En Master 2.....	8
D. Organisation et animation de manifestations.....	8
E. Participation à des jurys.....	9
1. Validation des acquis de l'expérience.....	9
2. Examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat.....	9
3. Comité de suivi de thèse.....	9
F. Publications.....	9
G. Responsabilités pédagogiques.....	9
III. ACTIVITÉS DE RECHERCHE.....	10
A. Activités individuelles.....	10
1. Thèse.....	10
2. Direction d'un ouvrage collectif.....	10
3. Articles dans des revues à comité de lecture.....	10
4. Contributions à des ouvrages collectifs.....	10
5. Communications orales suivies de publication.....	11
6. Communications orales non suivies de publication.....	12
7. Tribunes.....	13
8. Notes.....	13
9. Chronique.....	14
10. Recension d'ouvrage.....	15
11. Évaluation d'articles.....	15
12. Recherche non publiée.....	15
B. Travaux de recherche collectifs.....	16
1. Articles dans des revues à comité de lecture.....	17
2. Contributions à des ouvrages collectifs.....	17
3. Rapports.....	17
4. Groupes de recherche.....	17
C. Responsabilités scientifiques.....	17
1. Co-direction d'un numéro de revue.....	18
2. Co-direction d'ouvrages collectifs.....	18
3. Co-direction de groupes de recherche.....	18
4. Co-direction de l'organisation de séminaires mensuels.....	18
5. Organisation de colloques.....	18
6. Organisation et animation de conférences-débats.....	19
7. Fonctions exercées au sein de laboratoires.....	19
D. Diffusion de la recherche.....	19
1. Presse écrite.....	19
2. Radio.....	19
3. Télévision.....	19
4. Blogs et médias en ligne.....	19
IV. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES.....	20
A. Responsabilités administratives.....	21
B. Participation à des comités de sélection.....	21
V. AUTRES ACTIVITÉS.....	21
A. Activités d'expertise.....	21
1. Auditions dans le cadre de réformes.....	21
2. Auditions dans le cadre de missions de contrôle et d'évaluation.....	22
3. Participation à des rapports publics.....	22
4. Soutien dans le cadre de la mise en œuvre d'une révision de la Constitution.....	23
5. Rédaction de saisines du Conseil constitutionnel.....	23
B. Jurys de concours.....	23

I. PARCOURS

A. FORMATION

- 2022 **Admis au concours d'agrégation de droit public** (prés. M. le Pr. Philippe Terneyre).
Rang : Major.
- 2016 **Qualification aux fonctions de Maître de conférences** (CNU, section 02, droit public).
Rapporteurs : M. le Pr. Xavier Magnon et M^{me} Marie-France Verdier.
- 2015 **Doctorat en droit public**, Université Paris 1.
Sujet de thèse : *L'obligation d'étude d'impact des projets de loi*, 609 p., soutenue le 8 décembre 2015.
Directeur de thèse : M. Michel Verpeaux, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Membres du jury : M. le Pr. Jean Gicquel (président),
M^{me} la Pr. Anne Levade (rapporteur)
M. le Pr. Philippe Blachère (rapporteur)
M. le directeur Georges Bergounous (suffragant)
M. le Pr. Thomas Perroud (suffragant)
M. le Pr. Michel Verpeaux (directeur de la recherche).
Mention : Très honorable avec félicitations du jury, autorisation de diffusion en l'état, thèse proposée pour l'obtention d'un prix de thèse et l'octroi d'une subvention en vue d'une publication.
- 2009 **Master 2 recherche droit public fondamental**, Université Paris 1.
- 2008 **Master 1 droit public**, Université Bordeaux IV.
- 2007 **Licence de droit, parcours sciences politiques**, Université Bordeaux IV.
- 2003 **Baccalauréat, série ES, lycée François Magendie**, Bordeaux.

B. DISTINCTIONS

- 2021-2025 **Prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR)**, CNU, section 02, droit public.
- 2019 **Lauréat de l'appel à projet « Innovation pédagogique »**, Université de Picardie-Jules Verne.

Lauréat de l'appel à projet « QPC 2020 » (avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle), Conseil constitutionnel.
- 2016 **Prix de thèse Dalloz.**

Prix spécial de thèse de l'Assemblée nationale.

C. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE UNIVERSITAIRE

- Dep. 2022 **Professeur de droit public**, Université de Poitiers.
- 2016-2022 **Maître de conférences en droit public**, Université de Picardie Jules Verne.

- 2015-2016 **Assistant ingénieur d'études**, Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Université Paris 1.
- 2014-2016 **Enseignant vacataire**, Université Paris 1 et Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- 2012-2014 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, Université Paris 1.
- 2009-2012 **Doctorant contractuel avec mission d'enseignement**, Université Paris 1.

D. EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EXTRA-UNIVERSITAIRE

- 2008 **Cabinet d'avocat Fidal**, Département droit public, stagiaire, Bordeaux (2 mois).
- 2007 **Conseil de l'Europe**, Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, stagiaire, Strasbourg (1 mois).
- 2006 **Conseil Général de la Gironde**, Service enfance et famille, stagiaire, Bordeaux (1 mois).
- 2005 **Centre hospitalier Charles-Perrens**, Service usagers et qualité, stagiaire, Bordeaux (1 mois).

E. COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

- **Anglais** (lu, parlé, écrit).
- **Espagnol** (notions basiques).

F. VIE ASSOCIATIVE

- Dep. 2023 **Membre de la Société de législation comparée (SLC)**.
- Dep. 2009 **Membre de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC)**.

II. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

A. ENSEIGNEMENTS

1. Cours magistraux

- Dep. 2022 **Droit administratif général** (second semestre), L2 AES, 30 h.
- Droit constitutionnel** (V^e République), L1 droit, Université de Poitiers, 30 h.
- 2017-2022 **Droit constitutionnel** (V^e République), L1 droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne, 33 h.

- 2016-2022 **Droit administratif approfondi**, L3 science politique, Université de Picardie Jules Verne, 48 h.
- Droit de l'urbanisme**, M1 droit public, M1 expertise foncière et M1 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 30 h.
- 2018-2019 **Institutions européennes**, Prépa-concours de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), Université de Picardie Jules Verne, 10 h.
- 2016-2017 **Droit public des affaires**, M2 droit public, Université de Picardie Jules Verne, 15 h.
- 2014-2015 **Gestion publique**, M1 droit public, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 30 h.

2. Séminaires

- Dep. 2023 **Initiation à la méthode de la recherche juridique**, M1 droit public, Université de Poitiers, 20 h.
- 2016-2022 **Pratique du contentieux administratif**, M2 droit public, M2 juriste européen et M2 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 30 h.
- 2017 **Formation des chargés de travaux dirigés en droit**, Université de Picardie Jules Verne, 2 h.
- 2014-2015 **Méthodologie du cas pratique en droit administratif**, IEJ Jean Domat, Université Paris 1, 4 h.
- Méthodologie de la note de synthèse**, IEJ Jean Domat, Université Paris 1, 4 h.

3. Travaux dirigés

- 2016-2017 **Contentieux administratif**, M1 droit public, M1 expertise foncière et M1 contentieux, Université de Picardie Jules Verne, 18 h (dir. M. le Pr. Arnaud Sée).
- 2015-2016 **Contentieux constitutionnel**, M1 droit public, Université Paris 1, 18 h (dir. M. le Pr. Michel Verpeaux).
- Finances publiques**, L2, Université Paris 1, 18 h (dir. Mme le Pr. Julie Benetti).
- Droit fiscal**, L2, Université Paris 1, 36 h (dir. M. Renaud Bourget).
- 2014-2015 **Libertés fondamentales**, L3, Université Paris 1, 18 h (dir. M. le Pr. Bertrand Mathieu).
- 2010-2014 **Droit administratif**, L2, Université Paris 1, 36 h (dir. M^{me} le Pr. Maryse Deguerge).
- 2009-2012 **Droit constitutionnel**, L1, Université Paris 1, 36 h (dir. Mme le Pr. Julie Benetti, M. le Pr. Bastien François, M. le Pr. Dominique Rousseau, M^{me} Sandrine Lévêque et M. Guillaume Sacriste).
- 2009-2010 **Méthodologie juridique**, L1, Université Paris 1, 18 h (dir. M^{me} la Pr. Julie Benetti).

4. Tutorat

2008-2009 **Soutien personnalisé à des étudiants de 1^{er} cycle**, Université Paris 1, 96 h (dir. M. le Pr. Pierre-Michel Eisemann).

B. ENCADREMENT DOCTORAL

1. Direction de thèse

Dep. 2022 Adrièle Jestin, *Le contrôle politique exercé par le Sénat sous la V^e République*, thèse financée par un contrat doctoral (2022-2025), en co-direction avec M. Benoît Mercuzot.

2. Participation à des jurys de soutenance de thèse

2023 Natalia Munhoz Machado Prigol, *Restrictions des libertés fondamentales des travailleurs dans les entreprises de tendance : étude comparative franco-brésilienne*, co-dir. MM. les Pr. David Capitant et Daniel Wunder Hachem.

Jury : M^{me} le Pr. Marcia Carla Pereira Ribeiro et M. le Pr Bertrand-Léo Combrade (rapporteurs), M^{me} le Pr. Jacqueline Morand-Deville, M. le Pr. Pierre Bourdon et M. le Pr. David Capitant.

C. DIRECTION DE MÉMOIRES

1. En Master 1

2020-2021 - Shaina Brancour, *Les « smart cities » à l'aune du droit de l'urbanisme*.
- Marie Jumel, *L'impact de l'ordonnance du 25 mars 2020 sur le droit de l'urbanisme*.
- Quentin Leroux, *Le droit de l'urbanisme et la protection de l'environnement*.

2019-2020 Israël Lombenga Mundeke, *Les enjeux de l'urbanisation à l'époque contemporaine en France et en République démocratique du Congo (étude comparée)*.

2. En Master 2

2021-2022 - Florian Baudin, *La place de l'oralité dans le procès administratif et son influence sur la décision du juge*.
- Sarah Chelh, *L'appréciation de la condition de l'urgence par le juge des référés*.
- Béni Kossi Okouto, *Le contrôle politique exercé par le Sénat depuis la révision constitutionnelle de 2008*.

2020-2021 - Louisa Docquincourt, *Les représentants d'intérêt à l'Assemblée nationale. Des couloirs à l'open data*.
- Dovi Cassandra Agoh, *Le contrôle des infractions en matière d'urbanisme : entre particularismes et modernité*.

- 2019-2020 - Manon Rader, *Les interprétations de l'article 66 de la Constitution*.
 - Louise Van Daële, *Le juge administratif et le principe de sécurité juridique*.
 - Louis Wacquier, *La transition énergétique à l'épreuve du droit public. Étude du déploiement des éoliennes en zones protégées*.
- 2018-2019 - Kahine Baziz, *La zone d'aménagement concerté : une mise en place rigoureuse pour un projet d'aménagement complexe*.
 - Quentin Baron, *L'office du juge administratif durant la phase d'instruction et du délibéré*.
 - Thibaut Maigné, *Les difficultés des villages ruraux face à la volonté de densification massive de l'État*.
- 2017-2018 - Faustine Caillet, *La prévention des risques naturels et ses relations avec les politiques d'urbanisme*.
 - Douja Chamekh, *Les mineurs non accompagnés. Statut juridique et prise en charge*.
 - Mehdi Moujahid, *Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires. Quelles implications juridiques pour les régions ?*
 - Cyrielle Taty, *Le plan particulier d'intervention*.
- 2016-2017 - Noémie Chivot, *Le juge de l'aide sociale dans le contentieux du revenu de solidarité active*.
 - Sarah Da Silva, *Les compétences communales en matière d'état civil*.
 - Camille Lebut, *Réflexions autour de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal*.
 - Noëlla Ndouba, *Réflexions sur l'accès à la justice en France. Le cas de l'aide juridictionnelle*.
 - Justine Parisseaux, *Le renforcement de la protection fonctionnelle des agents publics et des élus : une nécessité face à la pénalisation de la vie publique*.

D. ORGANISATION ET ANIMATION DE MANIFESTATIONS

- 2020-2022 **Interventions de juristes** présentant leur parcours aux étudiants de l'UFR de droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne.
 - Olivier Toubiana, Juriste et urbaniste dans le secteur de l'économie mixte (24 mars 2022).
 - Pauline Thiberge, Chargée de mission « Transition de l'industrie vers l'économie circulaire » (29 octobre 2021).
 - Manon Vandaële, Magistrate administrative (4 février 2021).
- 2018-2022 **Nuit du Droit**, Amiens.
- 2019 **Ateliers constitutants**, L1 droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne.

E. PARTICIPATION À DES JURYS

1. Validation des acquis de l'expérience

- 2021 Candidature de M^{me} Betty Dujardin en vue de l'obtention du M2 Gestion publique locale.
Jury : avec M^{me} Céline Husson et M^{me} Anne-Sophie Fardel.

2. Examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat

- 2016 **Président du jury du grand oral** de l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle d'avocat (CRFPA), IEJ de l'Université Paris-Sud.

3. Comité de suivi de thèse

Dep. 2021 **Célia Fellouh, *La qualité dans le service public en Algérie*** (dir. M. le Pr. Mouloud Boumghar), avec M. le Pr. Jean-Philippe Bras.

F. PUBLICATIONS

2021 « **À quelque chose malheur est bon. Retour d'expérience sur un concours de capsules vidéo organisé à l'Université de Picardie-Jules Verne** », avec M. le Pr. Georges Fauré, *JCP G*, 2 p (à paraître).

Dep. 2019 ***Droit constitutionnel. Méthodologie et sujets corrigés*** (dir. Michel Verpeaux), Les annales du droit, Dalloz.

G. RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

Dep. 2023 **Relecteur d'articles de « legal checking »** publiés par des étudiant sur le site *Les Surligneurs*.

2022-2023 **Accompagnateur d'une équipe (demi-finaliste) au Concours René Cassin**, Strasbourg.

2020-2022 **Co-responsable du Master droit public**, Université de Picardie Jules Verne.

2018-2019 **Responsable de la prépa-concours de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG)**, Université de Picardie Jules Verne.

III. ACTIVITÉS DE RECHERCHE

A. ACTIVITÉS INDIVIDUELLES

1. Thèse

2017 ***L'obligation d'étude d'impact des projets de loi***, Paris, Dalloz, coll. Nouvelle bibliothèque de thèses, 2017, 501 p.

2. Direction d'un ouvrage collectif

2019 ***1968-2068. La justice administrative en mutation***, Paris, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, 130 p.

3. Articles dans des revues à comité de lecture

2022 « **La France face aux enlèvements contre rançon revendiqués par des groupes terroristes** », *RDP*, mars 2022, n° 2, p. 479-498.

- 2021 « **Y a-t-il un recours pour renforcer l'effectivité des droits fondamentaux ? Les actions de groupe en droit administratif français** », *A&C – Revista de Direito Administrativo & Constitucional, Belo Horizonte*, n° 85, sept. 2021, p. 47-60.
- 2019 « **Les notes blanches des services de renseignement** », *RFDA*, 27 décembre 2019, p. 1103-1115.
- « **Is There a Law Commission in France ? About the "Commission supérieure de codification"** », *European Journal Of Law Reform*, janvier 2019, p. 44-57.
- 2014 « **Cinq ans plus tard. Première (et dernière ?) application de l'article 39 alinéa 4 de la Constitution** », in *LPA*, 27 août 2014, p. 6-11.
- « **L'étude d'impact au Parlement français. Un instrument de mutation du rôle des assemblées dans le processus législatif ?** », in *Études d'impact et production normative, RFAP*, 2014, n° 149, p. 195-206.

4. Contributions à des ouvrages collectifs

- 2023 « **Soixante-quatorze ans de législation déléguée en Italie** », *Mélanges en l'honneur de Bertrand Mathieu*, LGDJ, 2023 (à paraître).
- « **Autopsie d'une disposition constitutionnelle neutralisée. Les ressorts politiques de la décision n° 2014-12 FNR du 1^{er} juillet 2014** », in J. Martinez et T. Perroud, *Les grandes décisions politiques du Conseil constitutionnel*, 2023, Lextenso (à paraître).
- Entrées « Déclarations du Gouvernement » et « Étude d'impact »**, in D. Connil, P. Jense-Monge et A. de Montis (dir.), *Dictionnaire encyclopédique du Parlement*, 2023, Larcier-Bruylant, coll. Études parlementaires (à paraître).
- 2022 « **Étude d'impact et crise sanitaire : un rendez-vous manqué** », in *Jus Publicum. Mélanges en l'honneur de Anne-Marie Le Pourhiet*, Economica, 2022, 8 p (à paraître).
- 2020 « **Cachez cette contre-révolution que je ne saurais voir. La place du régime de Vichy dans l'enseignement du droit constitutionnel** », in *Constitution, Révolution, Décentralisation. Mélanges en l'honneur de Michel Verpeaux*, Dalloz, 2020, p. 31-39.
- 2019 « **Réclamer sous la V^e République** », in D. Rousseau (dir.), *Réclamer en démocratie*, Paris, Mare et Martin, 2019, p. 115-147.
- « **Propos introductifs** » (en collaboration avec Didier Mésognon, président du tribunal administratif d'Amiens), in Bertrand-Léo Combrade (dir.), *1968-2068. La justice administrative en mutation*, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, p. 5-9.
- 2018 « **La procédure législative** », in Ph. Blachèr (dir.), *La Constitution de la Cinquième République : 60 ans d'application (1958-2018)*, Lextenso éditions, LGDJ, 2018, p. 317-328.
- 2016 « **Les règles et principes constitutionnels gouvernant la fiscalité applicable aux entreprises** », rapport rédigé dans le cadre du projet de recherche international *Bilateral Harmonisation Approach in Company Taxation (« Bibacotax »)*, dirigé par M. le Pr. Daniel Gutmann, Université Paris 1 et M. le Pr. Steffen Lampert, Université d'Osnabrück, financé par l'Agence nationale pour la recherche (ANR), 2016, 29 p.

5. Communications orales suivies de publication

- 2023 **Intervention à la table ronde « L'exercice du droit d'initiative parlementaire : quelle part ? quelles formes ? quels succès ? État des lieux dans une perspective comparatiste »**, *Repenser l'initiative législative dans et en dehors du Parlement : approche comparée*, colloque organisé par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 8 et 9 juillet 2023.
- « **Louis Favoreu et le Conseil constitutionnel** », *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, colloque organisé par l'Institut de droit public de l'Université de Poitiers et l'Institut de recherche Carré de Malberg (IRCM) de l'Université de Strasbourg, 11 et 12 mai 2023.
Publication : prévue en 2024.
- « **La fabrique du consentement au moyen des études d'impact des projets de loi** », *La fabrique du consentement des gouvernés*, colloque organisé par l'Institut Maurice Hauriou (IMH) de l'Université Toulouse 1 Capitole, Sénat, 10 mars 2023.
Publication : prévue en 2024.
- 2022 « **Étendre le champ des études d'impact pour limiter le détournement de procédure ?** », *Le Parlement escamoté ? Entre détournement et contournement de la procédure législative*, colloque organisé par l'Institut de Droit Public (IDP), Université de Poitiers, 15 et 16 décembre 2022.
Publication : prévue en 2023.
- 2021 « **Une fonction parlementaire précieuse : le contrôle politique exercé par le Sénat depuis 2008** », *Le Sénat, acteur « méprisé » de la V^e République ?*, colloque organisé par le Centre de recherche et d'étude en droit et science politique (CREDESPO), Université de Bourgogne, Sénat, 21 octobre 2021.
Publication : A. Granero et N. Droin (dir.), *Le Sénat, acteur « méprisé » de la V^e République ?*, LGDJ, Colloques et Essais, 2022, p. 195-215.
- 2020 « **Le rapport revisité du citoyen à la confection de la loi : vers une démocratie délibérative** » (Intervention à la table ronde), *La participation du citoyen à la confection de la loi. Enjeux et perspectives à partir du cas français*, journée d'étude organisée par l'Institut Louis Favoreu d'Aix-Marseille Université et Le Mans Université, 9 octobre 2020.
Publication : « Pour un citoyen augmenté », M. Heitzmann-Patin et J. Padovani (dir.), *La participation du citoyen à la confection de la loi. Enjeux et perspectives à partir du cas français*, PUF-Themis, 2022, p. 87-103.
- 2019 « **L'étude d'impact des projets de loi. Un outil de prévention des inconstitutionnalités soulevées dans le cadre de la QPC ?** », *Procédure législative et QPC*, journée d'étude organisée par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 4 octobre 2019.
Publication : « L'étude d'impact, reflet de l'intérêt porté par le Gouvernement aux questions de constitutionnalité », S. de Cacqueray et S. Hutier (dir.), *Parlement et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles*, Rapport d'étude, octobre 2020, p. 40-50 (<https://urlz.fr/ge9D>).
- 2018 « **Le contrôle de l'application de la loi** », *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la V^e République ?*, colloque organisé par l'Institut Louis Favoreu-Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERC), Aix-Marseille Université, 8 juin 2018.

Publication : S. de Cacqueray et S. Hutier et S. Lamouroux (dir.), *Le Parlement depuis 2008 : renforcement, statu quo ou retour au(x) fondement(s) de la V^e République ?*, Paris, Fondation Varenne, coll. Colloque, 2020, p. 153-167.

« **L'impact de l'étude d'impact** », *Les 10 ans de la révision constitutionnelle de 2008*, colloque organisé par l'Université de Rennes 1, 15 et 16 mars 2018.

Publication : *RFDC*, n° 116, 2018/4, p. 889-903.

« **Les actions de groupe en droit administratif : une rénovation inaboutie du contentieux administratif** », *in 1968-2068, La justice administrative en mutation*, colloque organisé par l'Université de Picardie Jules-Verne et le tribunal administratif d'Amiens (<https://urlz.fr/gfvc>)

Publication : Bertrand-Léo Combrade, *1968-2068. La justice administrative en mutation*, Paris, Lextenso, Coll. CEPRISCA, 2019, p. 112-129.

2017 « **Regards croisés sur l'action de groupe et l'action en reconnaissance de droits dans la loi "J21"** », Troisièmes rencontres interrégionales du droit public, 15 septembre 2017, Université de Lille (<http://urlz.fr/63Hk>)

Publication : *Lexbase Hebdo - édition publique*, 16 novembre 2017, 12 p.

2013 « **About the Emergence of a Governmental Law** », International Seminar on Legal Philosophy and Comparative Public Law (dir. M. Thaler, O. Pfersmann et M. Verpeaux), Université de Salzburg (Autriche).

Publication : « Et le droit gouvernemental fut. Brèves considérations sur la formalisation de la préparation des projets de loi », *in* M. Thaler et M. Verpeaux (dir.), *La recherche en droit constitutionnel comparé*, L'Harmattan, 2014, p. 163-168.

2011 « **À qui profite l'étude d'impact ? Les effets de la constitutionnalisation d'une obligation d'étude d'impact des projets de loi sur les rapports entre Gouvernement et Parlement** », VIII^e Congrès national de l'Association française de droit constitutionnel, Université Nancy 2, 16, 17 et 18 juin 2011.

Publication : *LPA*, 24 janvier 2012, n° 17, p. 6-13.

« **L'influence des études d'impact sur la rédaction des avis du Conseil d'État en matière de projets de loi** », Colloque consacré à l'examen de la constitutionnalité des lois par le Conseil d'État, Conseil d'État, 1^{er} avril 2011.

Publication : *in* B. Mathieu et M. Verpeaux (dir.), *L'examen de la constitutionnalité des lois par le Conseil d'État*, Paris, Dalloz, 2011, p. 108-118.

2010 « **Vie et survie du juge parlementaire. Enquête sur une défiance persistante à l'égard du principe d'indépendance de la justice** », colloque sur le principe d'indépendance de la justice, 19 novembre 2010, Université Paris-Sud 11.

Publication : *in* G. Delmas, S.-M. Maffesoli et S. Robbe (dir.), *L'indépendance de la justice*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 147-162.

6. Communications orales non suivies de publication

2023 « **Le contrôle des politiques publiques : quel type de contrôle, et par quelle autorité ?** », *Le contrôle des politiques publiques, entre droit et politique*, conférence organisée par M^{mes} Claire Cuvelier et Jeanne de Gliniasty, Université Paris Nanterre, 10 mai 2023.

2022 **Intervenant à la table ronde « Démocratie », Les programmes de campagne à l'épreuve du droit positif**, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 25 mars 2022.

- Discutant en présence de M. le Pr. Thomas Perroud autour de l'ouvrage *Les grands arrêts politiques de la jurisprudence administrative*, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 février 2022.**
- 2021 **Présidence de la table ronde intitulée « Le musellement des juges ordinaires », *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Journée d'étude organisée par M^{me} la Pr. Vanessa Barbé et M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, 7 et 8 avril 2021.**
- « La question prioritaire de constitutionnalité du point de vue des représentants d'intérêt : une analyse empirique », *Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt*, colloque organisé avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021.**
- 2019 **« How Constitutional Judicial Authorities Deal with Intangibility Clauses: A Comparative Analysis », *Constitutional amendment in a comparative perspective*, conférences internationales organisées par l'Université fédérale du Paraná et l'Université catholique du Paraná, Brésil, 21 et 22 mars 2019.**
- 2018 **« Identifier les indicateurs d'évaluation », *Évaluation(s) des lois anti-terroristes en France. Difficultés, enjeux et propositions*, Atelier d'experts organisé par l'Open Society Foundations, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) et le Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA), CNCDH, 29 octobre 2018.**
- « Étude d'impact et prise de décision », Communication présentée dans le cadre du certificat *Concurrence et régulation*, Université Paris-Dauphine, 21 mars 2018.**
- « Regard d'un constitutionnaliste sur l'indépendance des régions », conférence organisée par le Bureau des étudiants en droit (BED), Université de Picardie-Jules Verne, 6 février 2018.**
- 2017 **« Changing rules without changing practices. The French experience of Regulatory Impact Analysis », *International Symposium on Regulatory Impact Analysis*, Colloque organisé par la Cour des comptes européenne et la revue *Politique et Management Public*, Luxembourg, 23 et 24 novembre 2017.**
- « 'Law Reform' in France. An Overview », *Initiating Law Reform: A Comparative Review* (avec M^{me} Marine Méthivier), International Working Seminar, Institute Of Advanced Legal Studies, University of London, 4 juillet 2017.**
- 2016 **« La thèse, un travail d'enquête et de terrain », avec M^{me} Lucie Sponchiado, séminaire organisé par l'École doctorale de droit de la Sorbonne, Université Paris 1.**
- Discutant au cours du colloque international « État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain », organisé par M^{me} Céline Husson-Rochcongar, Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), Université de Picardie Jules Verne, 15 décembre 2016.**
- 2012 **« Un Master 2 recherche en droit public, pour quoi faire ? », conférence organisée par l'Association du Master 2 droit public fondamental de la Sorbonne, en collaboration avec M. le Pr. Etienne Picard, Université Paris 1.**
- 2011 **« To Whose Benefit Is The Impact Assessment ? », Rencontres franco-autrichiennes de droit comparé (dir. M. le Pr. Otto Pfersmann, M. le Pr. Michael Thaler, et M. le Pr. Michel Verpeaux), Université Paris 1.**

- 2011 « **Les constitutionnalistes face à Vichy** », conférence sur *L'enseignement du régime de Vichy aux étudiants de premier cycle*, Centre de recherches en droit constitutionnel (CRDC), Université Paris 1. Débat avec M. le Pr. Jean Gicquel et M. le Pr. Michel Verpeaux.

7. Tribunes

- 2023 « **Éloge de la réforme des retraites** », *Actu-juridique.fr*, Lextenso, 5 avril 2023 (<https://urlz.fr/lfFf>).
- 2021 « **Enlèvement du journaliste Olivier Dubois au Mali : Que peut la France ?** », *Le club des juristes*, 28 juillet 2021 (<https://urlz.fr/gdVm>).
- « **Crise sanitaire et étude d'impact en France** », in *La décision publique, l'expertise et le droit, Chemins publics*, 16 juin 2021 (<https://urlz.fr/gdVw>).
- « **Le droit public à l'épreuve de la covid-19** », *Acteurs publics*, 25 mars 2021.
- « **Que faire des notes blanches des services de renseignement ?** », *AJDA*, 21 janvier 2021, n° 3, p. 113.
- 2018 « **Faut-il s'inquiéter de l'externalisation de l'évaluation législative ?** », *AJDA*, 17 décembre 2018, n° 43, p. 2417.

8. Notes

- 2022 « **Le règlement de l'Assemblée nationale peut organiser les travaux parlementaires en période de crise... à condition d'être suffisamment explicite** », *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 2023, 2 p (à paraître).
- « **Le Conseil constitutionnel affaiblit les libertés universitaires. La décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020** », *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 16 mai 2022, 2 p.
- 2021 « **Un nouveau trompe-l'œil dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel. La décision n° 2020-843 QPC du 28 mai 2020** », *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 22 décembre 2021, 3 p.
- « **Ponce Pilate au Conseil constitutionnel. Le contrôle de l'étude d'impact du projet de loi d'orientation des mobilités** » (Commentaire de la décision n° 2019-794 DC du 20 décembre 2019), *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 2 août 2021, 5 p.
- « **La loi « anticasseurs » passée au crible du contrôle de proportionnalité** » (Commentaire de la décision n° 2019-780 DC du 4 avril 2019), *Actu-Juridique.fr*, Lextenso, 19 juillet 2021, 5 p.
- 2020 « **Le Conseil constitutionnel manipule les lois de lutte contre la manipulation de l'information** » (Commentaire des décisions n° 2018-773 DC et n° 2018-774 DC du 20 décembre 2018), *LPA*, 30 juin 2020, 4 p.
- 2019 « **Simplifier sans dénaturer. Le retour de la procédure de "législation en commission" devant le Conseil constitutionnel** » (Commentaire de la décision n° 2017-757 DC du 16 janvier 2018), *LPA*, 23 septembre 2019, 6 p.

- « **Droit des étrangers : l'inconstitutionnalité partielle des assignations à résidence illimitées** » (Commentaire de la décision n° 2017-674 QPC du 30 novembre 2017), *LPA*, 29 mars 2019, 3 p.
- 2018 « **Le parlementarisme rationalisé sous la V^e République** », *L'ENA hors les murs*, n° 484, octobre 2018, p. 26-28.
- « **L'étude d'impact à la croisée des chemins** », *Jus Politicum Blog*, 3 mai 2018 (<http://urlz.fr/732r>).
- 2017 « **Bilan et perspectives du choc de simplification pour les entreprises. À propos du rapport d'information de la délégation aux entreprises du Sénat publié le 20 février 2017** », in *Constitutions*, avril-juin 2017, n° 2, p. 235-237.
- 2015 « **L'obligation d'étude d'impact améliore-t-elle la fonction législative du Parlement ?** », in *Parlement / Gouvernement : vers de nouveaux équilibres institutionnels ?*, *L'ENA hors les murs*, mars 2015, n° 449, p. 13-14.
- 2014 « **La simplification de la loi passera par l'étude d'impact** », in *Constitutions*, décembre 2014, n° 4, p. 460-462.
- 2011 « **...Et maintenant l'introduction de l'équilibre budgétaire dans la Constitution. La "frénésie normative" continue !** », in *LPA*, 14 avril 2011, n° 74, p. 9.

9. Chronique

- 2017-2022 « **Chronique de droit constitutionnel jurisprudentiel** », *LPA* (avec M. le Pr. Michel Verpeaux et M^{mes} Laurence Baghestani, Anne-Charlène Bezzina, Margot Bouaziz et Christine Rimbault).

10. Recension d'ouvrage

- 2018 Anne-Blandine Caire (coord.), *Les nouveaux pouvoirs. Approche pluraliste des foyers de création du droit*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Penser le droit », 2017, 194 p (in *Droit et Société*, 30 novembre 2018, <https://urlz.fr/ge6N>).

11. Évaluation d'articles

- 2023 « **Participation des citoyens et légistique** », *Le droit comme laboratoire de participation citoyenne*, *Revue Lien social et Politiques*, 9 p.
- 2018 Carolina Alves das Chagas, « **L'accès indirect des citoyens aux cours constitutionnelles en Allemagne, Brésil et France** », *Revista de Investigações Constitucionais - Journal of Constitutional Research*, May-Aug 2019, p. 322-348.

12. Recherche non publiée

- 2009 *La protection de la forme républicaine du Gouvernement. L'article 89 alinéa 5 de la Constitution*, Mémoire de Master 2 recherche rédigé sous la direction de M. le Pr. Michel Verpeaux, dactyl., 2009, 122 p.

B. TRAVAUX DE RECHERCHE COLLECTIFS

1. Articles dans des revues à comité de lecture

- 2021 « **Le Conseil constitutionnel et la LPR. Analyse positive et uchronique de la décision n° 2020-810 DC du 21 décembre 2020** », avec M^{me} le Pr. Mathilde Heitzmann-Patin, M. Thibaud Mulier et M. Julien Padovani, *Politeia*, 2021, n° 38, p. 35-73.
- 2020 « **La question prioritaire de constitutionnalité et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique** » (rapport de synthèse), avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, in *QPC 2020. Les 10 ans de la question citoyenne, Titre VII* (hors-série), octobre 2020, p. 32-51.
- « **Les juges, gardiens de l'expertise dans l'action publique** », avec M. le Pr. Thomas Perroud et M^{me} Marie Cirotteau, in *L'action publique, l'expertise et le juge*, RFAP, 2020, p. 5-9.

2. Contributions à des ouvrages collectifs

- 2023 « **Propos introductifs** », avec V. Barbé et C.-E. Sénac, in V. Barbé, B.-L. Combrade et C.-E. Sénac, *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Larcier-Bruylant, 2023, p. 9-12.
- « **Propos introductifs** », avec V. Barbé et C.-E. Sénac, in V. Barbé, B.-L. Combrade et B. Ridard, *Les figures contemporaines du chef de l'État en régime parlementaire*, Larcier-Bruylant, 2023, p. 9-12.

3. Rapports

- 2020 « **La question prioritaire de constitutionnalité et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique** », avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, Rapport définitif rendu dans le cadre du projet « QPC 2020 », 25 janvier 2020, 220 p (<https://urlz.fr/e6Nt>).

4. Groupes de recherche

- 2018-2020 *Parlement et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles*, M^{me} Sophie de Cacqueray et M^{me} Sophie Hutier (dir.), Institut Louis Favoreu- Groupe d'études et de recherches comparées sur la justice constitutionnelle (ILF-GERJC), financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 ».
- La QPC et les représentants d'intérêt*, M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, M. Maxence Christelle et M. Bertrand-Léo Combrade (dir.), Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales (CURAPP-ESS - UMR 7319), financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 », 220 p.

- 2017-2019 ***Law Reform Project***, M. Enrico Albanesi et M. Jonathan Teasdale (dir.), Sir William Dale Centre for Legislative Studies, Institute of Advanced Legal Studies (IALS), Londres.
Contribution (en collaboration avec M^{me} Marine Méthivier): « 'Law Reform' in France. An Overview » (<https://cutt.ly/Vosdm7>).
- 2016-2019 ***Droit de réclamation et volonté générale***, Mme le Pr. Julie Benetti et M. le Pr. Dominique Rousseau (dir.), Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne (ISJPS), Université Paris 1.
- 2015-2019 ***Bilateral Harmonisation Approach in Company Taxation (« Bihacotax »)***, M. le Pr. Daniel Gutmann et M. le Pr. Steffen Lampert (dir.), Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS) de l'Université Paris 1 et Université d'Osnabrück. Financé par l'Agence nationale pour la recherche (ANR).

C. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

1. Co-direction d'un numéro de revue

- 2020 ***L'action publique, l'expertise et le juge***, *RFAP*, 2020, n° 173 (avec M. le Pr. Thomas Perroud et M^{me} Marie Cirotteau).

2. Co-direction d'ouvrages collectifs

- 2023 ***Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt***, avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle (en préparation).

La démocratie illibérale en droit constitutionnel, avec M^{me} le Pr. Vanessa Barbé et M. le Pr. Charles-Édouard Sénac, Larcier-Bruylant, 496 p.

Les figures contemporaines du chef de l'État en régime parlementaire, avec M^{me} le Pr. Vanessa Barbé et M. Basile Ridard, Larcier-Bruylant, coll. Études parlementaires, 350 p.

3. Co-direction de groupes de recherche

- 2018-2020 ***La QPC et les représentants d'intérêt*** (avec M. le Pr. Charles-Edouard Sénac et M. Maxence Christelle), CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, financé par le Conseil constitutionnel dans le cadre l'appel projet « QPC 2020 ».

- 2016-2018 **Axe « Déclinaisons de la réclamation »** (avec M^{me} Marine Fleury) dans le cadre du projet de recherche *Droit de réclamation et volonté générale*, ISJPS, Université Paris 1.

4. Co-direction de l'organisation de séminaires mensuels

- 2019-2022 **Séminaires mensuels organisés par le CURAPP**, avec M^{me} Annabelle Allouch, M. Yannick Ganne et M^{me} Céline Hervet.

5. Organisation de colloques

- 2022 *Mai 2022. Les programmes de campagne à l'épreuve du droit positif*, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 25 mars 2022.
- 2021 *Les figures contemporaines du chef de l'État en régimes parlementaires contemporains*, colloque international organisé avec M^{me} le Pr. Vanessa Barbé et M. Basile Ridard, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 10 et 11 mai 2021.
- Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt*, colloque organisé avec M. le Pr. Charles-Édouard Sénac et M. Maxence Christelle, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 29 mars 2021.
- Le droit public à l'épreuve de la covid-19*, colloque organisé avec les étudiants du Master 2 Droit public, Université de Picardie-Jules Verne, 23 mars 2021.
- 2019 *Les juges, gardiens de l'expertise dans l'action publique ?*, colloque international organisé en collaboration avec M. le Pr. Thomas Perroud et M^{me} Marie Cirotteau, Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques (CERSA) de l'Université Paris 2 et Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP) de l'Université de Picardie Jules-Verne, Sciences Po, 18 juin 2019.
- 2018 *1968-2068. La justice administrative en mutation*, colloque organisée en collaboration avec M. Didier Mésognon, président du tribunal administratif d'Amiens, 24 janvier 2018.

6. Organisation et animation de conférences-débats

- 2021 « **Le droit gouvernemental** », avec M. Matthieu Caron, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 13 décembre 2021.
- « **La V^e République en temps de crise sanitaire (II). Le regard des parlementaires** », avec M. Jean-Claude Leclabart, M. François Ruffin et M. Laurent Somon, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 12 avril 2021.
- « **La V^e République en temps de crise sanitaire (I). Le regard des universitaires** », avec M^{me} Anne-Charlène Bezzina, M. Thibault Desmoulins, M. le Pr. Jean-Éric Gicquel, M^{me} Sophie Hutier et M^{me} le Pr. Anne Levade, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 7 avril 2021.
- 2019 « **La place du citoyen dans les institutions de la V^e République** », avec M. Jérôme Bignon, M^{me} Marine Fleury, M^{me} Céline Husson, M. Benoît Mercuzot et M. Gilles Toulemonde, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 février 2019.
- « **Juridiction constitutionnelle et Parlement au Brésil. Qui a le dernier mot ?** », avec M. Newton Tavares Filho, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 30 octobre 2019.
- 2018 « **Les métamorphoses de la Constitution de 1958** », avec M. Rodolphe Juy-Birmann, M. Christian Manable et M. Samuel Thérain, CURAPP-ESS, Université de Picardie-Jules Verne, 4 octobre 2018.

« **Le projet de réforme institutionnelle. Un Parlement affaibli ?** », avec M^{me} Florence Jamay, M^{me} Isabelle Müller-Quoy, M. le Pr. Tristan Pouthier, M. Basile Ridard et M. le Pr. Charles-Edouard Sénac, CURAPP-ESS, Université de Picardie Jules Verne, 5 juin 2018.

2017 « **La Constitution c'est moi ! Le gouvernement de la Cour suprême dans l'expérience brésilienne** », avec M. le Pr. Daniel Wunder Hachem, CURAPP-ESS, Université de Picardie Jules Verne, 8 novembre 2017.

7. Fonctions exercées au sein de laboratoires

2015-2016 **Assistant ingénieur d'études**, Institut de recherche juridique de la Sorbonne (IRJS), Université Paris 1.

2009-2014 **Secrétaire scientifique**, Centre de recherches en droit constitutionnel (CRDC) de l'Université Paris 1.

D. DIFFUSION DE LA RECHERCHE

1. Presse écrite

2023 « **Est-ce que le Président de la République peut ordonner la mobilisation générale ?** », *Phosphore*, juin 2023 (à paraître).

« **Retraites : l'article 40 de la Constitution est-il souvent utilisé ?** », Nicolas Arzur, *Le Télégramme*, 30 mai 2023 (<https://urlz.fr/md4h>).

« **La proposition de loi Liot pour abroger la réforme des retraites est-elle contraire à la Constitution, comme l'affirme le gouvernement ?** », entretien avec Linh-Lan Dao, *FranceInfo*, 24 mai 2023 (<https://urlz.fr/lYwo>).

« **Programmation militaire : le Conseil constitutionnel valide l'étude d'impact du gouvernement** », entretien avec Bastien Scordia, *Acteurs publics*, 21 avril 2023 (<https://urlz.fr/lxk6>).

« **Lois votées à l'aveugle : études d'impact, l'angle mort des gouvernements français** », entretien avec Guilhem Dedoyard, *Atlantico*, 13 avril 2023 (<https://urlz.fr/lnGj>).

2022 « **Affaire Quatennens : un élu condamné peut-il être maintenu dans ses fonctions ?** », entretien avec M^{me} Adeline Divoux, *L'Est Républicain*, 13 décembre 2022 (<https://urlz.fr/kcFr>).

« **Emmanuel Macron aurait-il le droit de se présenter à une troisième présidentielle consécutive ?** », entretien avec M. Thibaud Le Meneec, *FranceInfo*, 2 décembre 2022 (<https://urlz.fr/kcFu>).

« **Après 48 mois, la loi s'autodétruirait... Un modèle légistique très en vogue** » (entretien avec Paule Gonzalès), *Le Figaro*, 9 septembre 2022 (<https://urlz.fr/jCTe>).

« **Élections législatives : La cohabitation est-elle une perspective politique**

- réjouissante ?** », *Le Monde*, 19 mai 2022 (<https://urlz.fr/ijya>).
- 2021 « **Les juristes à l'assaut de la LPR** », entretien avec M. David Larousserie, *Le Monde*, 9 décembre 2020 (<https://urlz.fr/kcFx>).
- « **Les promesses non tenues des études d'impact des projets de loi** », entretien avec M. Bastien Scordia, *Acteurs publics*, février 2021, n°148-149, p. 80-85 (<https://urlz.fr/kcFB>).
- 2018 « **Les études d'impact formalisent la rencontre entre le choix politique et l'expertise** », entretien avec M^{me} Delphine Gerbeau, *La Gazette des communes*, 16 avril 2018, p. 21.
- 2021 « **L'urgence climatique ne peut justifier une précipitation parlementaire** » (avec M^{me} Marine Fleury, M. le Pr. Laurent Fonbaustier, M^{me} Estelle Brosset, M. Jérôme Fromageau, M^{me} Florence Jamay, M^{me} Sandrine Maljean-Dubois, M^{me} Agnès Michelot, M. le Pr. Michel Prieur et M^{me} Marta Torre-Schaub), *La Croix*, 31 mars 2021 (<https://urlz.fr/ge4f>).
- 2017 « **Deux obstacles juridiques à la 'priorité nationale'** », *Le Monde*, 1^{er} mars 2017, p. 23 (<http://urlz.fr/4UpP>).

2. Radio

- 2017 **Invité de l'émission « Mediapolis »**, *Europe 1*, animée par M. le Pr. Olivier Duhamel et M^{me} Natacha Polony, débat avec M. Éric Thiers (<http://urlz.fr/5tUi>).

3. Télévision

- 2022 « **Grève à la SNCF : comment le Gouvernement peut assurer la continuité d'accès aux services publics** », *RMC*, entretien avec Amandine Réaux (<https://urlz.fr/ki38>).
- 2018-2019 **Intervenant à l'émission « Place de la République »**, *La chaîne parlementaire (LCP)*, animée par M^{me} Catherine Boullay.
- « **La France est-elle une monarchie républicaine ?** », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, M^{me} Élodie Jacquier-Laforge, M. Fabien Matras et M^{me} Marietta Karamanli (<https://urlz.fr/dVPs>).
 - « **À quoi sert la Constitution ?** », avec M^{me} Fleur Jourdan, M. Jean Garrigues, M. Fabien Matras et M. Hugues Renson (<https://urlz.fr/dVPI>).
 - « **L'exécutif est-il tout puissant ?** », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, M^{me} Élodie Jacquier-Laforge, M. Fabien Matras et M^{me} Marietta Karamanli (<https://urlz.fr/dVPI>).
 - « **Donne-t-on trop de souveraineté à l'Union européenne ?** », avec M^{me} Élodie Jacquier-Laforge, Luc Carvounas, M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Eric Coquerel, M^{me} Marietta Karamanli et M. Sacha Houlié (<https://urlz.fr/dVPI>).
 - « **Pourquoi le vote des lois est-il si long ?** », avec M. le Pr. Emmanuel Cartier, M. Jean Garrigues, M. Sacha Houlié, M^{me} Élodie Jacquier-Laforge, M^{me} Marietta Karamanli et M. Hugues Renson (<https://urlz.fr/dVPO>).

4. Blogs et médias en ligne

- 2022 « **Le financement du terrorisme via le versement de rançons** », *AOC*, 7 juillet 2022 (<https://urlz.fr/iJXy>).
- 2020 « **Célébration des 10 ans de la QPC. Le Conseil constitutionnel toujours en quête de reconnaissance** », *Le blog de droit administratif*, 18 décembre 2020 (<https://urlz.fr/fghW>).
- « **La « note blanche » des services de renseignement : un usage qui interroge** », *The Conversation*, 7 décembre 2020 (<https://urlz.fr/fghL>).
- 2016 « **Déchéance de nationalité et état d'urgence: une dispense d'étude d'impact bien commode** », *Huffington Post*, 4 janvier 2016 (<http://urlz.fr/3aV5>).
- 2014 « **Un second choc de simplification ?** », *Huffington Post*, 13 novembre 2014 (<http://urlz.fr/2PFf>).
- « **Le projet de loi de réforme territoriale au Sénat. L'article 39 alinéa 4 de la Constitution traité avec bien peu d'égards** », *Le blog de droit administratif*, 28 juillet 2014 (<http://urlz.fr/2PFi>).
- 2012 « **Gouvernance économique de l'Union européenne : gouvernance de l'économie dans l'Union européenne ?** », *Le cercle des européens*, 11 juillet 2012 (<http://urlz.fr/2PFk>).

IV. ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

A. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- 2021-2022 **Membre du Conseil de gestion** de l'UFR de Droit et science politique, Université de Picardie Jules Verne.
- 2018-2022 **Responsable de la Clinique du droit**, Université de Picardie Jules Verne.
- 2012-2013 **Représentant élu des doctorants à l'École doctorale de droit public et de droit fiscal**, Université Paris 1.
- Co-fondateur puis président de l'Association du Master 2 de droit public fondamental de la Sorbonne.**

B. PARTICIPATION À DES COMITÉS DE SÉLECTION

- Dep. 2018 **Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences en droit public** (Université du Littoral Côte d'Opale, Université Paris 1, Université Paris-Est Créteil).
- Dep. 2017 **Membre de commissions de spécialistes chargées du recrutement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche (ATER) et des enseignants-chercheurs contractuels**, Université de Picardie Jules Verne, Université Polytechnique Hauts-de-France).

V. AUTRES ACTIVITÉS

A. ACTIVITÉS D'EXPERTISE

1. Auditions dans le cadre de réformes

- 2022 **Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse.** Audition dans le cadre de la mise en œuvre de la circulaire primo-ministérielle n° 5857/SG du 2 mai 2016 relative à l'évaluation de l'impact sur la jeunesse des projets de lois et de textes réglementaires, 17 novembre 2022.
- 2021 **Assemblée nationale.** Audition par des députés membres du groupe Socialistes et apparentés dans le cadre d'une réflexion sur les moyens de réformer les conditions d'examen préalable de la recevabilité des amendements, 19 mai 2021.
- 2019 **Conseil économique, social et environnemental (CESE).** Audition dans le cadre du projet de réforme du Conseil économique, social et environnemental. V. loi organique du 15 janvier 2021 relative au Conseil économique, social et environnemental.
- 2017 **Assemblée nationale.** Audition par le Groupe de travail sur la procédure législative, l'organisation parlementaire et les droits de l'opposition de l'Assemblée nationale dans le cadre du processus de réforme des institutions (prés. M. Jean-Luc Warsmann), 9 novembre 2017 (<https://urlz.fr/dVQ0>).
V. Assemblée nationale, *Première conférence des réformes. Propositions des groupes de travail*, décembre 2017, 106 p.
- 2016 **Sénat.** Audition par la Délégation aux entreprises.
V. *Rapport d'information relatif aux moyens d'alléger le fardeau administratif des entreprises pour améliorer leur compétitivité*, M^{me} Elisabeth Lamure et M. Olivier Cadic, 20 février 2017, 198 p. ; Proposition de loi organique relative aux études d'impact des projets de loi, 28 septembre 2017, 8 p.
- 2014 **Secrétariat d'État chargé de la réforme de l'État et de la simplification.** Audition dans le cadre d'un avant-projet de réforme de la « fabrication de la loi ».

2. Auditions dans le cadre de missions de contrôle et d'évaluation

- 2023 **Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE),** Division de la politique de la réglementation, entretien avec M. Miguel Amaral.
- 2022 **Sénat.** Audition par la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation dans le cadre d'un « rapport flash » consacré à la simplification des normes applicables aux collectivités territoriales (prés. M^{me} Françoise Gatel), 9 décembre 2022.
V. *Rapport d'information relatif à la simplification des normes imposées aux collectivités territoriales*, M^{me} Françoise Gatel et M. Rémy Pointereau, 26 janvier 2023, 71 p (<https://urlz.fr/kKXY>).
- 2020 **Assemblée nationale.** Audition dans le cadre d'une Mission d'information sur l'évaluation de la concrétisation des lois (prés. M^{me} Cécile Untermaier), 23 septembre 2020 (<https://urlz.fr/ge5b>).

- 2019 **Conseil économique, social et environnemental (CESE)**. Intervention à la table ronde « Mieux évaluer pour mieux légiférer », Assemblée plénière, 25 septembre 2019 (<https://urlz.fr/ge5f>).
- 2018 **Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Assemblée parlementaire de la francophonie et Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. « Les outils de l'évaluation des politiques publiques », communication présentée à l'occasion du *Séminaire international à destination des membres des assemblées parlementaires francophones*, Luxembourg, 14 septembre 2018.
- Assemblée nationale**. Audition par des députés membres des groupes La République en Marche et Mouvement démocrate dans le cadre d'un séminaire constitutionnel consacré au contrôle et à l'évaluation parlementaire, 18 avril 2018.
- 2017 **Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. Formation des agents de l'assemblée sur les conditions d'exercice de l'évaluation législative, 23 octobre 2017.

3. Participation à des rapports publics

- 2022 **Groupe de réflexion sur l'évolution de la Constitution et des institutions (GRECI)**, dirigé par M. Le Pr. Derosier. Coordonnateur de la thématique « souveraineté ».
- 2018 **Conseil économique, social et environnemental (CESE)**. Audition par la Délégation à la prospective et à l'évaluation des politiques publiques et participation à l'élaboration d'un rapport sur les études d'impact accompagnant les projets de loi, 22 mai 2018.
V. Jean-Louis Cabrespines (rapp.), *Étude d'impact : mieux évaluer pour mieux légiférer*, 10 septembre 2019, 92 p.
- 2017 **Cour des comptes**, Cinquième Chambre, Auditions et participation à la rédaction d'un rapport, novembre 2017.
V. Cour des comptes, *Les études d'impact législatives dans les ministères sociaux*, rapport, 2017, 168 p. ; Référé du Premier président de la Cour adressé au Premier ministre, 22 juin 2018 ; Réponse du Premier ministre, 10 septembre 2018.

4. Soutien dans le cadre de la mise en œuvre d'une révision de la Constitution

- 2021 **Chambre des députés du Grand-Duché du Luxembourg**. Audition par la commission des institutions et de la révision constitutionnelle, rédaction de notes de recherche en droit constitutionnel et propositions de réforme.

5. Rédaction de saisines du Conseil constitutionnel

- 2023 **Affaire n° 2023-13 FNR**, co-rédaction des observations rédigées à l'appui de la contestation de l'étude d'impact du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030, 4 p.
- 2020 **Affaire n° 2020-810 DC**, Contribution extérieure présentée par un collectif d'universitaires sur la loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, 51 p.

B. JURYS DE CONCOURS

2021 **Membre du jury plénier du concours national de Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social** (épreuves écrites de droit public, grand oral).

2016-2020 **Membre du jury technique du concours national de Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social** (épreuves orales et écrites de droit public).